



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/721/Add.1
E/CN.4/Sub.2/177/Add.1
23 février 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA
PROTECTION DES MINORITES

INCIDENCES FINANCIERES DES DECISIONS PRISES PAR LA SOUS-
COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES A SA HUITIEME SESSION

(Note du Secrétaire général)

1. La Sous-Commission a adopté à sa huitième session deux résolutions dont la mise en oeuvre entraînerait des dépenses supplémentaires. On trouvera ci-après une estimation des dépenses en question :
 - A. Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement (voir résolution B, paragraphe 101 du rapport de la Sous-Commission, document E/CN.4/721)
2. Par cette résolution, la Sous-Commission a décidé de renouveler le mandat de rapporteur spécial pour les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement qu'elle avait confié à un de ses membres, M. Charles D. Ammoun (Liban); elle a décidé de charger M. Ammoun d'entreprendre, pour la lui présenter à sa prochaine session, une revision de son projet de rapport (E/CN.4/Sub.2/L.92 et Add.1 à 28) en tenant compte de tous nouveaux renseignements qu'il pourrait obtenir des sources énumérées dans la résolution B adoptée par la Sous-Commission à sa sixième session, ainsi que des observations et idées que les membres de la Sous-Commission ont émises.
3. La revision du rapport pour la prochaine session, conformément à ce projet de résolution, nécessiterait l'envoi à Paris d'un fonctionnaire du Secrétariat pour assister le Rapporteur spécial, ce qui entraînerait en 1956 les dépenses suivantes au titre des frais de voyage et de l'indemnité de subsistance :

56-04939

Prévisions de dépenses pour 1956

	<u>Dollars</u>
i) Frais de voyage : voyage New-York - Paris et retour, pour un fonctionnaire	750
ii) Indemnité de subsistance : 45 jours à 12,50 dollars par jour	<u>570</u>
	1.320

4. Le Secrétaire général pense que la revision du rapport n'entraînerait en 1956 aucune augmentation des frais de traduction déjà prévus et que la publication, dans les trois langues de travail, du rapport lui-même^x, qui comptera de 175 à 200 pages, ne se fera qu'en 1957 et non en 1956, comme cela avait été décidé.

Prévisions de dépenses pour 1957

Impression du Rapport du Rapporteur, dans les trois langues de travail	13.600 dollars
---	----------------

5. Le Secrétaire général s'efforcera de couvrir les dépenses prévues pour 1956 au moyen des crédits inscrits au budget de 1956, au titre des frais de voyage du personnel en mission. Il tiendra compte, dans les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1957, des dépenses devant être effectuées au cours de ladite année.

B. Nouvelles études à entreprendre en matière de mesures discriminatoires (voir résolution C, paragraphe 118 du rapport de la Sous-Commission, document E/CN.4/721)

6. Par cette résolution, la Sous-Commission a décidé, dans le cadre des décisions prises par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social, de procéder à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques et à l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, et de désigner parmi ses membres deux rapporteurs spéciaux auxquels ces études seraient confiées. La Sous-Commission a nommé M. Arcot Krishnaswami (Inde) comme Rapporteur spécial

^x A condition que les "études par pays" (E/C.4/Sub.2/L.92/Add.1 à _____) restent sous forme miméographiée.

chargé de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté et des pratiques religieuses, et M. Hernan Santa Cruz (Chili) comme Rapporteur spécial chargé de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques. La Sous-Commission a invité le Secrétaire général à prêter son assistance et son concours, au cours de l'année 1956, pour l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses et, au cours de l'année 1957, pour l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, cette assistance et ce concours devant être continués jusqu'à l'achèvement de ces deux études.

i) Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses

7. Le Secrétaire général pense que :

- a) Pour préparer le rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, le Rapporteur spécial chargé de cette étude devrait se rendre au Siège une première fois en 1956, et une deuxième fois en 1957;
- b) Le personnel actuel pourrait suffire pour la nouvelle étude, si le Secrétariat n'est chargé, ni en 1956 ni en 1957 d'aucune nouvelle tâche importante, dans le domaine des droits de l'homme;
- c) Les ressources actuelles permettraient d'assurer la traduction et la reproduction d'environ 2.000 pages de documentation, dans chacune des trois langues de travail. (Si l'on évaluait de façon séparée le coût de ce travail supplémentaire, on aboutirait à une dépense d'environ 30.000 dollars; ce chiffre serait même dépassé si la documentation devait être traduite en russe.
- d) Le rapport lui-même^x, qui compterait de 175 à 200 pages, serait publié en 1957 dans les trois langues de travail et serait prêt pour la dixième session de la Sous-Commission, qui doit se tenir au début de 1958.

^x A condition que les études par pays restent sous forme miméographiée.

8. Le Secrétaire général estime que les dépenses supplémentaires entraînées par l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses seraient les suivantes :

<u>Prévision de dépenses pour 1956</u>	<u>Dollars</u>
Frais de voyage et indemnité de subsistance du Rapporteur (voyage Madras - New-York et retour, et indemnité de subsistance pendant 60 jours, à raison de 25 dollars par jour)	<u>3.150</u>
Total pour 1956	3.150
 <u>Prévisions de dépenses pour 1957</u>	
Frais de voyage et indemnité de subsistance du Rapporteur	3.150
Impression du rapport du Rapporteur, dans les trois langues de travail	<u>13.600</u>
Total pour 1957	16.750
 TOTAL GENERAL	<u><u>19.900</u></u>

9. Le Secrétaire général demandera l'accord du Comité consultatif pour couvrir les dépenses envisagées pour 1956 (3.150 dollars) par prélèvement sur les crédits ouverts au titre des dépenses imprévues, étant donné qu'aucun crédit n'a été ouvert pour cette étude dans le budget de 1956. Le Secrétaire général tiendra compte dans les prévisions budgétaires, pour l'exercice financier 1957, des dépenses devant être effectuées au cours de ladite année.

ii) Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques

10. Le Secrétaire général pense que :

- a) L'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques ne serait entreprise qu'en 1957;
- b) Pour préparer le rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, le Rapporteur spécial chargé de cette étude devrait se rendre au Siège une première fois en 1957, et une deuxième fois en 1958;

- c) Les ressources actuelles permettraient d'assurer la traduction et la reproduction d'environ 2.000 pages de documentation, dans chacune des trois langues de travail. (Si l'on évaluait de façon séparée le coût de ce travail supplémentaire, on aboutirait à une dépense d'environ 30.000 dollars en 1957).
- d) Le rapport lui-même^x, qui compterait de 175 à 200 pages, serait publié en 1958 dans les trois langues de travail.

11. Le Secrétaire général estime que les dépenses supplémentaires entraînées par cette étude seraient les suivantes :

<u>Prévisions de dépenses pour 1957</u>	<u>Dollars</u>
Frais de voyage et indemnité de subsistance du Rapporteur (voyage à New-York et retour, et indemnité de subsistance pendant 60 jours, à raison de 25 dollars par jour)	<u>2.400</u>
Total pour 1957	2.400
<u>Prévisions de dépenses pour 1958</u>	
Frais de voyage et indemnité de subsistance du Rapporteur	2.400
Impression du rapport du Rapporteur dans les trois langues de travail	<u>13.600</u>
Total pour 1958	16.000
TOTAL GENERAL	<u>18.400</u>

12. Cette résolution n'entraînerait aucune dépense supplémentaire en 1956. Le Secrétaire général tiendrait compte dans les prévisions budgétaires pour les exercices financiers 1957 et 1958 des dépenses devant être effectuées au cours desdites années.

^x A condition que les "études par pays" restent sous forme miméographiée.